

10

Informations Correspondance Ouvrières

SOMMAIRE

UNE GREVE SIGNIFICATIVE Montabert à Lyon	p 1
MARINE MARCHANDE	p 5
LETTRES D'ESPAGNE	p 6
LES GREVES DE LORRAINE	p 7
ESPAGNE Point de vue d'un groupe universitaire de l'intérieur	p 17
CORRESPONDANCE sur les conseils ouvriers sur le travail d'ICO	p 21
SUR LE DEFAITISME REVOLUTIONNAIRE	p 27
PUBLICATIONS	p 29

LE NUMÉRO

mensuel

0,60 F
(ou deux timbres)

NUMERO 63

AOUT-SEPTEMBRE 1967

PUBLICATIONS (suite)

- LE PROLETAIRE (n° 45- juillet-Août) BP N° 375 - MARSEILLE COLBERT
Organe du P.C.I. - Articles sur les "événements du Moyen-Orient"
et "Stalinisme et Trotskysme".
- L'INSURGE (n° 3) NACHARD 44 rue des Cinq Diamants Paris 13°
- POUVOIR OUVRIER (n° 85) 22 rue Léopold Bellan Paris 2°
- Lavoie de la Révolution en Amérique Latine - CGT et hiérarchie
des salaires.

Publications en langue anglaise :

- U.S.A. - INDUSTRIAL WORKER - 2422 N Halsted Street - Chicago Ill.
60614 - n° d'avril, mai et juin - remarqué 2 articles
sur la paysannerie américaine et les ouvriers agricoles
saisonniers.
- BLACK MASK n° 6 - mai et juin - P.O. Box 512 - Cooper
Station - New York - N.Y. 10003 - La manifestation
contre la guerre au Viet-Nam - deux articles de discussion.
- SPEAK OUT - 14131 Woodward Ave - Détroit, Mich. 48203
n° 10 mars 1967 et n° 11 mai 1967 - Les luttes des
travailleurs de l'automobile - Une conférence de W. Gor-
man sur la situation politique aux U.S.A. -
- NEWS AND LETTERS - 8751 Grand River, Detroit, Mich. 48204 -
n° d'avril et mai 1967 - Informations sur les luttes des
Noirs et le mouvement contre la guerre au Viet-Nam.

GRANDE-BRETAGNE

- Solidarity - n° 7 mai 1967 - c/o Ken Weller Garden Flat,
49 Knollys Rd, London S.W. 16 - Suite du bilan de six
années - le groupe aborde les questions d'organisation.
- SOLIDARITY SCOTLAND n° 4 - mai 1967 (c/o Parker, 40
Murano Street, Mary Hill, Glasgow N 1 - ce numéro contient
une déclaration définissant la position e les buts du
groupe -
- THE RAPE OF VIET-NAM - brochure de 20 pages sur la guerre
du Viet-Nam - par Bob Potter - Edité par Solidarity -
- L.S.E. importante brochure sur la lutte à la London
School of Economics - rédigée par des étudiants - pour
obtenir cette brochure s'adresse à Alan Fowler, 42 A,
Manor Road, London N 16.
- THE REBEL WORKER n° 6 - mai 1967 - Revue des I.W.W.
habituellement publiée à Chicago - nombreux textes inspirés
du surréalisme.
- RESISTANCE Bulletin du Comité des 100 - Birmingham Peace
Action Center, Factory Road, Birmingham 19 -
- DIRECT ACTION - juin 1967 - 34, Cumberland Road, London
E 17 - Remarqué l'article de Tom Brown sur le contrôle
ouvrier et le syndicalisme -

une grève significative

Pour celui qui se noie dans les péripéties politiques des journées d'action, des congrès syndicaux à la recherche d'une introuvable lutte ouvrière, ce que nous envoient des camarades de LYON est sans intérêt: il leur est impossible d'en comprendre le sens. Pour celui qui cherche des troupes à canaliser vers les "perspectives révolutionnaires" de son organisation, ce n'est qu'une méprisable petite lutte, absolument incapable de servir de foyer d'agitation. 70 ouvriers, qu'est-ce que c'est quand on s'occupe toute l'année de Berliet, Renault, Rhodiaceta ou Dassault. Pourtant, dans l'action de cette poignée de travailleurs on retrouve le sens profond des luttes en France aujourd'hui, ce sens qui est dissimulé dans beaucoup d'autres luttes à cause précisément de l'intervention des organisations de toutes sortes, grandes ou petites et du placage de la "politique" sur les luttes.

Ce n'est pas parce que ces travailleurs sont conscients que les choses se passent ainsi. Ils n'ont pas été à l'école du parfait militant ouvrier et ils n'ont pas reçu avant d'entrer en lutte une manne régulière de conseils plus ou moins désintéressés sur la manière de lutter. Au contraire ils sont pleins d'illusions: ils croient qu'il leur faut se syndiquer. Mais c'est la situation même qui les pousse vers leur auto-organisation et l'action autonome. Et ainsi de refus en refus des organisations diverses de mener leur lutte à leur place, ils en sont réduits à mener leur lutte tout seuls, y compris contre ces organisations dont ils sollicitaient le soutien mais dont ils font vite l'expérience de ce qu'elles sont réellement. Le refus d'une aide extérieure pour décourageante qu'elle soit pour les camarades qui la leur proposaient est un fait positif; elle marque la profondeur d'une "dépolitisation" sur laquelle pleurent tous les bureaucrates présents ou futurs et ce qu'elle signifie pour un travailleur: la volonté de garder la gestion de sa lutte et de sa vie et de ne pas tomber sous la coupe de nouveaux dirigeants. Mais, cette conscience ne peut venir que dans la lutte et par l'affrontement de cette lutte avec les réalités sociales.

Lettre de deux camarades de Lyon:

....Le 24 mai se terminait une grève de cinq semaines qui ne rencontra de la part des syndicats ou groupuscules qu'indifférence ou dégueulasseries (ce n'était qu'une entreprise de 70 ouvriers).

Cette entreprise d'outillages pneumatiques ("Montabert") ne rencontre sur le marché français qu'un seul concurrent, de la même taille d'ailleurs, avec lequel elle doit s'entendre facilement, face à une entreprise américaine, très grosse celle-là.

Effectivement il y a quelques années le patron faisait construire une nouvelle usine ultra-moderne (actuellement en grève) sur un terrain permettant d'en contenir dix comme elle, où les ouvriers travaillent à des cadences terribles permises par un besoin de précision tout ce qu'il y a de relatif (les outils servent à vibrer) Les salaires ont parmi les plus élevés de la région lyonnaise (comme ceux des 3 x 8 et 4 x 8 de la Rhodiacéta), mais ce n'est pas pour rien.

La patron de cette entreprise tient à affermir sa position face aux ouvriers. Cette année, il supprima un jour de congé payé pour "sanctionner officiellement une grève vieille de 3 ans".

Il trafique beaucoup la prime d'ancienneté de 120 francs (nouveaux) par mois. Pour chaque retard ou précipitation intempestive à foutre le camp de l'usine de plus d'une minute, 4 francs sont enlevés, soit un maximum de 16 francs par jour. Les ouvriers finirent par ne plus admettre qu'une absence pour maladie de 7 jours $\frac{1}{2}$ leur coûte ce qu'ils appellent justement une amende de 120 F, voire 240 F si cela dure 15 jours à cheval sur deux mois (ce qui est arrivé plusieurs fois). Il faut souligner que toute absence, quelle qu'elle soit, est ainsi sanctionnée et qu'il n'y a pas de cas d'espèces.

Après avoir imposé aux ouvriers le transfert de l'usine de Lyon (où il ne reste que les bureaux) à St Priest (à une vingtaine de kilomètres), et sans aucun service de transport, le patron ne jugea pas utile d'instaurer un système de ramassage : ceux qui le nourrissent n'avaient qu'à se démerder.

Ce patron refuse tout comité d'entreprise (bien que les ouvriers soient 70) et infirmerie. Les ouvriers avaient donc conscience depuis quelque temps qu'un processus s'était engagé qu'il fallait contenir : le 24 avril, ils décidaient la grève totale, un vote à bulletins secrets donnant seulement 3 "non". L'attitude patronale allait maintenant permettre à ces grévistes d'élaborer peu à peu une gestion de leurs affaires remarquable à plus d'un titre. Pendant 2 semaines, le patron refusa de les voir. Les journées s'écoulaient, les réserves s'épuisent. La nécessité se fait sentir pour certains d'organiser des collectes. Les marchés le matin, les usines l'après-midi voient ainsi parfois des grévistes en bleu de travail et avec pancartes solliciter leur aide. Il faut souligner qu'elle restera financière, j'y reviendrai plus loin (Rhodiacéta était alors en grève ou sur le point de l'être). Les grévistes de Montabert remarquèrent que c'était toujours une femme de gréviste qui venait les aider le plus facilement pendant leurs collectes dans les marchés).

Il n'y avait jamais eu de syndicat jusqu'alors dans cette usine. A la deuxième semaine de grève, l'inspecteur du travail leur suggéra que "dans leur intérêt" ils devraient se syndiquer afin de mieux comprendre les articles de la loi en leur faveur... Après un vote collectif, les grévistes décidèrent alors de prendre leur carte à la CGT, peut être parce que c'est le syndicat le plus important à Lyon dans la métallurgie, peut-être aussi parce que l'ascenseur s'est arrêté à cet étage (10 cependant n'ont pas pris la carte, j'ignore pourquoi). La belle histoire de la solidarité des travailleurs lyonnais va vraiment commencer maintenant. En effet, pendant une semaine, la direction syndicale ne répond pas à leur demande de faire connaître ce qu'est Montabert, puis les langues se délient : les délégués des grévistes se font

engueuler de ne pas s'être syndiqué plus tôt, s'entendent dire qu'ils n'avaient qu'à se démerder seuls : c'était tellement énorme que les ouvriers n'en sont toujours pas revenus. On leur fait payer un tract d'information 3 centimes pièce. Chacun appréciera la scandaleuse exploitation de ce trafic (les tracts reviennent à moins d'un centime pièce, tous frais compté). Quinze à vingt mille tracts furent fournis (3 mois après, il faut bien le dire, les ouvriers n'avaient toujours pas payé). L'apothéose sera le 17 mai : tous les grévistes de Montabert, moins les piquets de grève, participèrent avec banderolles et haut-parleurs, et c'est là, ^{qu'}en même temps que toute la région lyonnaise, on apprit qu'ils étaient en grève depuis 4 semaines. Or, malgré l'interdiction des centrales syndicales, ils avaient décidé d'effectuer une collecte : le résultat ne se fit pas attendre. Alors qu'ils avaient décidé d'être discrets et de ne collecter qu'aux arrières du défilé, un bonze syndical rappiqua et les engueula (encore une fois !) au nom de la dignité des travailleurs. Il ignorait même que ces impudents étaient en grève depuis 4 semaines, se foutant complètement du fait que ces mêmes grévistes avaient auparavant envoyé des fonds à ceux de Rhodia. J'admire encore le calme de ces grévistes qui, contrairement à moi, restèrent polis. L'attitude de ce fumier n'était pas isolée : plus loin, les grévistes se voyaient refuser qu'on parle d'eux dans les haut-parleurs des voitures syndicales. L'étouffement de leur grève par les centrales syndicales durait donc depuis le début et s'explique bien à un moment où les grèves de Rhodia, Berliot, étaient terminées, les bonzes en étaient aux discussions intimes avec le patronat lyonnais et national. Cette grève était pour eux génératrice de troubles et une force d'appoint pour les travailleurs lyonnais qui, comme partout, n'ont jamais intérêt à faire grève isolément. La lutte à Montabert le prouvera une nouvelle fois. L'apport financier de cette journée ne fut pas négligeable : un demi-million d'anciens francs plus un rendez-vous à la sortie de Rhodiacéta Vaise par les délégués de cette usine qui, surpris, demandèrent 5.000 tracts aux grévistes de Montabert pour distribuer le lendemain dans l'usine. Le surlendemain, un demi-million (A.F.) fût ainsi collecté auprès d'ouvriers qui venaient de cesser une grève de plusieurs semaines. Mais là encore il n'y eut aucune proposition d'aide active, autre que financière, de la part d'ouvriers. Ceux de Montabert restèrent en fait isolés. Je parlai de cette ^{solidarité} active avec le plus possible de connaissances pas trop perverties par une idéologie partisane. Nous réussîmes à être 6 (!) à se présenter le lendemain 18 aux portes de l'usine pour proposer notre aide, sans contrepartie bien sûr, et il fallait faire beaucoup d'efforts pour y déceler autre chose que des étudiants Finalement, après discussion, les grévistes refusèrent notre aide 2 jours après et ceci pour 2 raisons :

- ils ne voulaient pas introduire d'éléments étrangers à l'usine qui risquaient d'apporter avec eux leur idéologie qui ne serait pas forcément celle des grévistes. En effet, le 18 mai au matin, 2 militants d'un groupuscule dont il vaut mieux pour lui taire le nom, se présentèrent pour leur proposer ... une interview pour leur canard. Ils furent poliment et fermement éconduits. S'ils n'étaient déjà au courant, les ouvriers de Montabert savaient maintenant ce que signifiait "l'aide désintéressée" des partis

dirigeants de la classe ouvrière. Aussi trouvèrent-ils notre proposition, non seulement squelettique et artificielle, car non suivie par les travailleurs (la suite le prouva effectivement bien) mais encore ambiguë. Pour ne pas risquer de casser la grève, ils décidèrent de se passer d'une aide extérieure et à plus forte raison de la faire connaître auprès de ceux dont ils allaient solliciter l'appui.

Dans ces conditions, la grève était bloquée dans une stratégie des plus sommaires : tenir plus longtemps que l'adversaire. Le patron en effet, devant l'extraordinaire solidarité de ses ouvriers, ne pouvait se servir des CRS ou des jaunes, car il ne pouvait licencier la totalité de ces travailleurs très qualifiés. Les ouvriers, de leur côté, étaient contraints de rester seuls, sachant fort bien que le produit des collectes allait très vite, dans ces conditions, baisser. Après 5 semaines de grève, ils reprenaient le travail après avoir obtenu le jour de congé perdu, l'abaissement du montant de l'amende déguisée en prime de 16 ₣ à 8 ₣ par jour et l'assurance d'aucune sanction pour fait de grève (ce dernier point n'avait jusqu'alors jamais été obtenu). Ergoter sur l'insuffisance de cette victoire ne sert à rien à mon avis : dans ces conditions, obtenir plus, avec beaucoup de risques, n'aurait pas changé la nature des gains obtenus.

Cette grève aura mis en évidence une foule de faits (et ceci sur une longue période) : la différence de nature radicale entre intérêts des centrales syndicales et cause des travailleurs (comme à Rhodia), le mépris et l'indifférence dont peuvent être capable tant les centrales que les corps constitués de la classe ouvrière. De tous ces groupuscules qui tâchaient de prendre des contacts pendant la grève de la Rhodia pour en tirer les miettes, aucun ne s'est intéressé à ces grévistes. Un dirigeant trotskyste local m'a affirmé sans honte que cette grève ne les intéressait pas car il ne pouvait y jouer un rôle dirigeant (comme je le comprends, d'autres, des anarchistes (jeunes) ceux-là, complètement accaparés par la préparation d'une brochure de 6 pages distribuée à 1.000 exemplaires gratuitement à la sortie de Rhodia (2 semaines environ après la fin de la grève) et destinée à chanter les louanges tant des anars que des grévistes de Rhodia n'avaient même pas le temps d'en discuter. À côté de cette action des groupuscules qui ne furent, au mieux, qu'inutiles et ridicules, (comme à Rhodia), les grévistes de Montabert apprirent seuls, sur le terrain, comment fonctionne un comité de grève avec ses membres élus, ses décisions prises au vote collectif lors de discussions régulières, et pourtant aucun des militants professionnels de ces groupuscules/semblent troublés. Il vaut mieux les laisser dans leur coin.

L'unique information donnée par la CGT le fût le jour même de la reprise du travail, dans un petit entrefilet du "Progrès de Lyon". À noter que la solidarité ne fut pas un vain mot : lors de la collecte de la première semaine, les 6.000 francs furent également répartis en 70 parts, et les moins démunis donnèrent spontanément leur part à leurs camarades pères de famille nombreuse. Par contre, ceux qui travaillaient aux anciens locaux de Lyon ne firent ni grève, ni quoi que ce soit pour eux ...

MARINE MARCHANDE

Conflit des "Soldes et Salaires" dans le Remorquage

Le 12 Juin prenant fin le mouvement des marins de la flotte de commerce, les syndicats ayant accepté les propositions des armateurs qui étaient loin de satisfaire les marins après un long conflit. (voir ICO n° 62) Les organisations syndicales s'étaient appliquées à bien séparer les revendications d'une part des subalternes et d'autre part des officiers de la flotte de commerce, tenant des réunions avec les patrons pour chaque catégorie, remettant toujours au lendemain les réunions cherchant ainsi à gagner du temps. Puis les syndicats se déclarèrent satisfaits des propositions patronales pour les subalternes tandis qu'ils jugèrent sage d'arrêter la grève des officiers qui clouait la flotte de commerce, acceptant finalement des miesses patronales.

Enfin c'est la section "Remorquage" qu'entraîne une lutte, tout au moins en ce qui concerne les officiers. Grève de 48 heures du 14 au 16 Juin pour protester contre les propositions de leurs armateurs, propositions qui aboutissent à créer un décalage entre leurs rémunérations et celles des officiers de la flotte de commerce proprement dite.

Le mouvement a été suivi à 100% dans les ports de Bordeaux, Marseille, Port-de-Bouc, Sète, le Havre, Nantes et St-Nazaire. Revendications: amélioration des congés et 12% d'augmentation des soldes et accessoires.

Les armateurs et les pouvoirs publics ont fait appel aux remorqueurs d'Etat et ont employé du personnel militaire comme "briseur de grève"..À Marseille, lors de l'appareillage du paquebot El-Djèzair, un grave accident s'est produit dans des conditions sur lesquelles nous manquons de détails, une amarre s'est rompue et a fauché un second maître et un matelot. Un communiqué CGT "officiers" dénonce la lourde responsabilité que les armateurs assurent au sujet de cet accident.

Au Havre, le port a été aussi privé de remorqueurs pendant deux jours. Toutefois des navires ont pu entrer et sortir la première journée sous l'assistance des "Abeilles". Trois remorqueurs de la Marine Nationale ont été appelés de Cherbourg.

En fin de semaine, le trafic reprenait son cours normal, mais à cadence accélérée, car il convenait de "rattraper le temps perdu". C'est ainsi qu'en 2 jours plus de 100 mouvements furent assurés : 34 entrées et 29 sorties le 16, 60 entrées et 33 sorties le 17. Après ces deux jours de "surcharge", le dimanche retrouva enfin une allure plus calme...

Dans le journal "le marin" du 30 Juin 67 on pouvait lire qu'après ces deux jours de lutte; "les officiers du remorquage décidaient de continuer la lutte pour obtenir satisfaction de leurs légitimes revendications". Et il était ajouté en conclusion "et font confiance à leurs organisations syndicales pour la poursuite des discussions en vue d'un résultat satisfaisant"...

À Marseille les officiers du remorquage refusent les heures supplémentaires. Les armateurs décident le désarmement des remorqueurs. Dans les ports, l'armement menaçait d'ailleurs, du lock-out. Les organisations syndicales reviennent bredouilles d'une discussion

avec les patrons et décident de laisser le soin aux syndicats de chaque port de rechercher avec les armateurs de chaque port une solution sur le plan local.. Donc nouveau sabotage de la part des syndicats qui se gardent bien de tout coordonner sur le plan national pour faire céder les patrons. Ainsi des contacts ont-ils été pris sur le plan local et il en est résulté comme par enchantement une certaine détente et notamment à Marseille ! Depuis on n'entend plus parler du conflit. Même la presse spécialisée ne consacre plus d'articles d'information sur le troisième acte des mouvements revendicatifs des marins.

lettres d'Espagne

Août 67: " Je te disais que dans une précédente lettre que pour le seul motif de défendre les droits ouvriers, sans aucune ingérence politique, beaucoup de camarades se trouvent sans travail, et contraints de quitter leur ville et de résider dans des localités imposées par les autorités. Tout cela bien qu'il s'agisse pour la plupart de délégués ("enlaces") syndicaux. Il y a pire, c'est que quelques uns parmi eux ne peuvent pas trouver un autre emploi.

"Comme exemple je te dirais qu'un ami qui travaillait chez Barreiros (industrie automobile) fut renvoyé et ayant trouvé du travail dans une autre entreprise en fut chassé de nouveau sitôt repéré. Maintenant il a un emploi chez un petit patron et jusqu'à présent il a pu le conserver...

"Nous dans l'atelier, nous avons aussi nos problèmes notre salaire est en fonction d'une production qui est elle-même fixée sans tenir compte des possibilités réelles ce qui nous fait donc perdre mensuellement 1000 pesetas environ, et ces messieurs ne veulent rien entendre...

Pour le reste tout va de pire en pire, à cause de la stabilité des salaires et la montée des prix des produits de première nécessité (comme le pain, le lait, etc..) ainsi que des transports urbains. C'est le mois d'août, mois de vacances, qui a été choisi pour appliquer ces hausses, au moment où il n'y a presque personne dans les entreprises et les universités. Mais le mois de septembre arrivera et nous sommes disposés à réagir contre ces mesures: le pain qui coûtait 3 pesetas est porté d'un seul coup à 4.50 et l'autobus de 3 pesetas à 4, et 5 pour les aller-retour. Je pourrais ainsi continuer en parlant des loyers et de tous les produits de consommation courante. Je te rappelle à ce propos, qu'il y a beaucoup de travailleurs qui touchent encore 4000 à 5000 pesetas par mois et les retraités avec 30 années de service dans une entreprise touchent 2500 pesetas." ...

Juillet 67: ... "A cause de mon travail j'ai passé quelques mois dans la région de Valence, où j'ai trouvé toute une série de bourgades très dynamiques dans le cadre du développement de l'industrie textile. Sans aucune aide de la part de l'Etat il a surgi toute une série de fabriques qui font même l'admiration de beaucoup de Catalans. Dans toute la région il y a en même temps une renaissance du mouvement nationaliste, tendance fédéraliste et à sa tête des forces progressistes. J'ai eu l'occasion de m'apercevoir dans des conversations avec de jeunes ouvriers et étudiants qu'il existe entre eux un certain accord. Il y a deux zones bien délimitées qui s'opposent: la laborieuse et la touristique. De celle-ci on ne peut rien dire d'intéressant: elle est dominée par l'esprit du boutiquier, et une forme de sexualité commercialisée, où hommes et femmes sont en concurrence, avec un enthousiasme digne d'éloges s'il était dirigé vers d'autres buts. Le tourisme c'est aujourd'hui ce que l'émigration fut à l'époque de la découverte de l'Amérique, un frein à l'économie productive."

les grèves de Lorraine

(suite du n° 62 page 21)

Et le représentant patronal commente "En clair, la parole est aux syndicats. S'ils nous permettent de reprendre le minerai en stock dans des conditions normales, les discussions commenceront immédiatement".

L'usine de Homécourt (sidérurgie) est toujours occupée, l'usine de Wendel à Joeuf est bloquée. Les syndicats de la sidérurgie parlent d'intensifier l'action pour leurs propres objectifs et non pour soutenir les mineurs.

- 13 avril - Alors que la grève est totale à Homécourt (occupation), Auboué et à Saulnes, ce ne sont que consultations, tergiversations, de la part des syndicats.

- 14 avril - Les syndicats des mines paraissent disposés à céder, voici ce qu'ils proposent :

"Les organisations syndicales CGT, CCC, CFDT et FO, réunies à Briey, le 14 avril 1967, après discussions, et pour démontrer leur volonté d'entamer de véritables négociations, ont été d'accord d'adresser aux exploitants les propositions suivantes :

Dans le cas où les organisations syndicales acceptent la reprise au stock des mines les plus menacées par la perte des marchés étrangers, les exploitants acceptent-ils :

1° - d'ouvrir la réunion paritaire, dans le sens de la déclaration commune du 6 avril ;

2° - d'annuler toutes sanctions et poursuites.

Cette déclaration sera transmise aux exploitants et au préfet de la région".

La CGT en est même, par la bouche de Saverna, secrétaire général de la Fédération des mineurs de fer à parler de référendum sur la grève.

Il est difficile de savoir comment s'étend la grève dans la sidérurgie. Il n'y a pas de mot d'ordre général. La CFDT semble faire de la surenchère sur la CGT. Cette dernière oriente vers les manifestations de rue traditionnelles pour la semaine suivante. Ce qui est clair, c'est que les usines sidérurgiques se mettent en grève au moment où elles vont être fermées par manque de minerai ; d'autres continuent de tourner avec des stocks ; les usines de transformations (laminoirs) comme la SOLLAC, continueront aussi de tourner avec leurs réserves. C'est pourtant l'arrêt de ces dernières usines qui pourrait avoir des répercussions sérieuses sur toute l'industrie.

- 15 avril - Les 3/4 des usines sidérurgiques sont en grève ou fermées (chômage forcé), la moitié de la production est arrêtée.

- du 17 au 22 avril - C'est la semaine cruciale. Les syndicats reculent sur tous les plans. La manifestation du 18 avril à Metz, interdite, et reportée à Thionville, interdite à nouveau et reportée à Pompey, Villerupt, Hayange et Moyeuvre est ainsi divisée en 4 morceaux. Des CRS apparaissent aux portes des usines. Un peu partout, en même temps, des signes de débordement des mots d'ordres syndicaux :

barricades, trains bloqués à Hayange, Sérémange et Florange, non-grévistes jetés à l'eau. Le patronat dans un tract essaie de rassurer les grévistes sur le thème "tout le monde doit savoir que l'évolution de la sidérurgie et des mines ne créera pas le chômage". Chaque jour la SOLLAC fait paraître dans les journaux locaux une annonce de recrutement d'ouvriers. Un communiqué patronal proclame que le chômage est "imposé par la force" par "des équipes spécialisées souvent composées d'éléments étrangers aux usines intéressées".

Dans la nuit du 18 au 19, la police occupe en force les portiers, à la grande surprise des piquets de grève appliqués à jouer aux cartes qui se trouvent pris dans des charges de 100 ou 200 C.R.S. armés jusqu'aux dents.

- le 19 avril CGT & CFDT organisent une "riposte" ; un meeting à Hayange pour y déclarer : "Nous sommes prêts à discuter, mais sans aucun préalable" (Balducci -CGT) "Si on nous interdit de faire la grève devant l'entrée de l'usine, nous la porterons dans la rue pour informer la population". Les ouvriers présents crient "Aux portiers, aux portiers". Bour (CGT) répond : "Nous sommes ici pour lutter pour nos revendications et non pour nous battre contre les gardes mobiles. Nous vous demandons de garder votre calme et de montrer que vous ne cédez pas à la provocation".

Dans les mines, c'est le statu quo. Dans la sidérurgie, c'est la même situation confuse.

- le 21 avril De Wendel et Sollac tournent ; à Neuves Maisons un référendum en faveur de la reprise n'est pas reconnu par le comité de grève, des incidents se produisent ailleurs entre ouvriers en grève, mensuels et cadres qui veulent reprendre. En moins aigu, le même scénario qu'à Rhodiacéta à Besançon (ICO n° 59 & 60)

- le samedi 22 avril Télégramme de l'Assinulor (patronal) à la Fédération des mineurs CGT : c'est la réponse aux propositions syndicales "nous vous confirmons que si nous constatons, dans la journée de Lundi prochain que les reprises aux stocks sont redevenues possible, nous sommes d'accord pour reprise discussions dès le mardi 25 avril à 15 h à nos bureaux, place Coislin, Metz".

Les syndicats des mines, réunis à Aumetz le soir à 18 h commencent à tergiverser : "on peut faire quelque chose dans certains cas précis" et proposent au préfet d'organiser une entrevue le lundi 24.

Parallèlement, les syndicats de la sidérurgie discutent de la fin de la grève dans la sidérurgie. Un délégué CFDT déclare : "d'ailleurs, il semblerait que la plus grande partie des usines ait trouvé pour tourner des stocks providentiels. Qu'on ne vienne pas nous dire que la grève du fer a fait un grand mal aux entreprises sidérurgiques ...".

FO ratifie le projet de protocole d'accord de la reprise du travail. Parallèlement, certaines entreprises font des concessions particulières, ailleurs, à Neuves-Maisons, 120 gardes mobiles, en pleine nuit, prennent d'assaut la barricade barrant l'entrée. Tous les mensuels se présentent au travail, seulement 167 horaires. Ailleurs on organise des référendums.

- le Dimanche 23 avril, CGT & CFDT sidérurgie soumettent le proto-

cole d'accord patronal à ce qu'ils appellent "leurs mandants" c'est à dire ... 200 délégués. Ils publient ensuite un communiqué où il est dit que le texte patronal est "trop imprécis" et demandent au préfet d'organiser une nouvelle rencontre.

Pour les mines de fer l'entrevue a lieu le lundi 24 avril
Les syndicats proposent :

- ouverture de discussions le mercredi 26 avril
- simultanément, c'est à dire à partir de cette même date et pour une durée de 48 heures reprise normale aux stocks dans toutes les mines.
- engagement écrit aux exploitants sur 5 points : discussion d'ensemble sur les mines, indemnisation des journées chômées, retraite pour 30 ans de service, cotisation retraite à 4%, statut mineur au personnel de surface.

On peut rapprocher la conclusion du communiqué :

"La grève continue. Dans chaque puits, la reprise aux stocks permise pendant 48 heures se fera sous votre contrôle" de la déclaration de Balducci, leader CGT le 7 avril : "les patrons voudraient que nous baissions notre garde. C'est le signe que cette fois nous avons des armes. Mais nous ne sommes plus en 1963, nous sommes en 1967..." Nous avons donné des mots d'ordre "pas de production, pas d'expéditions de minerai parce que nous voulons une grève payante et courte. Si nous avions laissé partir le minerai, nous aurions rendu service aux patrons en leur laissant écouler leur stock ... "

La grève paraît brisée par ceux-là même qui proclamaient une quinzaine avant détenir une arme valable contre les dirrigeants. En réalité, c'étaient les travailleurs qui la tenaient et l'utilisaient avant même que les syndicats en parlent. Pour ces derniers, ce n'étaient que des paroles, un atout dans le jeu avec le patron, mais beaucoup plus par rapport au sens réel de leur fonction au cours de cette grève.

Dans la sidérurgie, les choses restaient en suspens. Ce même jour, les grèves se durcissent. On observe un peu partout les mêmes conflits qu'à Rhodiaceta. L'attitude ambiguë et systématiquement conciliatrice des syndicats amènent les éléments les plus favorisés dans le travail ou les moins menacés par les compressions à rompre ce qui pour eux est plus une solidarité qu'une lutte personnelle. Patronat et syndicats exploitent cette situation en organisant des référendums sur la poursuite de la grève ; un peu partout, il y a des heurts entre horaires grévistes et mensuels pour ma reprise. La police intervient dans différentes usines pour dégager les entrées, notamment à la S.M.S. à Knutange.

À ce point de rupture dans la grève, on peut observer :

- que toujours, mines de fer et sidérurgie ont été dissociées bien qu'il n'y ait qu'un seul et unique syndicat patronal (ASSIMILOR), souvent des mêmes entreprises, et que le plan Acier et la convention sociale concernent l'ensemble de la sidérurgie. C'est donc bien volontairement que les syndicats mènent parallèlement deux luttes avec des arguments distincts.

- que nulle part il n'y a de consultation des travailleurs sur les décisions syndicales ; on peut seulement se rendre compte de la pression de ceux-ci dans le louvoiement des syndicats dans leurs pourparlers et les réserves dont ils enveloppent des décisions fondamentales -comme la reprise aux stocks- pour faire croire qu'ils ne cèdent rien et pourront revenir sur leur décision, ou bien par la violence de réactions qui paraissent isolés parce que la presse ne parle que de ce qui est spectaculaire, ceci traduisant de toute évidence un climat général de violence contre les conséquences des mesures syndicales sinon contre ces mesures elles mêmes.

Une dernière observation vaut la peine d'être faite, qui illustre bien ce que nous venons de dire : les syndicats ouvriers avaient toujours dit que dans les mines de fer, ils n'accepteraient pas de discuter sans conditions et qu'ils n'envisageraient la reprise aux stocks qu'après l'ouverture des discussions et la certitude de concessions patronales. Ils acceptent pourtant la reprise des stocks et discussions ce mercredi 26 avril, comme si cela était concomittant, comme un pas en avant des deux côtés puisque tout se passe le même jour ; ce qui signifierait que personne n'a cédé. En réalité rien n'est concomittant ; il y a une question d'heure qui est très importante, car les syndicats doivent apporter au patronat la preuve qu'ils ont les "troupes" en main et que leur "parole" est respectée par la base. Si les mineurs avaient refusé de suivre et bloqué les stocks, la CGF aurait dénoncé alors la "duplicité" des patrons et proclamé à nouveau sa volonté de poursuivre la grève jusqu'au bout. L'accès aux stocks devant se faire aux premières heures de la matinée à 6 heures, la veille au soir, les hauts techniciens préparaient déjà l'acheminement. Mais la réunion paritaire n'avait lieu que l'après-midi. Patrons et syndicats avaient donc tout loisir de laisser se développer la situation pour ne s'avancer qu'en terrain sûr. Le commentaire du Republicain Lorrain (27 avril) exprime bien cette situation : "Tout s'est passé hier comme chacun l'espérait : les patrons ayant constaté dans la matinée que les mineurs de fer en grève leur permettaient d'accéder aux stocks de minerai immobilisés, la réunion prévue pour l'après-midi au siège de l'ASSIMILOR eut lieu à l'heure fixée". Une seule observation sur cet extrait, mais elle est de taille : tout ne s'est pas passé comme "chacun" l'espérait. Car il y a eu des résistances dont on ne parle guère et que l'on ne peut que citer en vrac :

"Les délégués syndicaux ... auront consulté les mineurs sur les carreaux des puits et auront fait en leur compagnie le bilan de ces deux journées d'approche ... il existe à la base une tendance très importante à "ne pas baisser la garde" En d'autres termes, il y a une forte pression des syndicats pour contraindre les mineurs à accepter des décisions prises en dehors d'eux.

"Il est des exploitations où aucune rame n'a pu être chargée, soit que les grévistes s'y soient opposés" "une rame partie de la mine d'Angevillers a été bloquée entre le carreau et l'usine de Metzange, des grévistes de la sidérurgie s'étant installés sur la voie". C'est l'intervention des délégués syndicaux mineurs qui libère le convoi.

"... à Usinor, les sidérurgistes en grève, augmentés de nombreuses femmes ont empêché le passage d'un convoi".

Les syndicats et les patrons estiment qu'ils peuvent aller de l'avant. Mais ce qui est significatif dans ce que nous venons de relever, c'est que contrairement à la tête où on divise tout dans mine et sidérurgie, l'action concrète de la base -sporadique peut-être- montre que les travailleurs unifient leurs luttes dans ce qui est bien le même combat.

Les incidents qui éclatent un peu partout dans la sidérurgie, au moment même où une commission paritaire sidérurgique siège à Metz, sont objectivement le soutien des ouvriers sidérurgistes à ce même combat, au moment où les syndicats abandonnent l'arme essentielle, le blocage des stocks -au moment où les hauts-fourneaux devraient cesser de fonctionner faute de minerai. Vraisemblablement parce que les sidérurgistes, plus que les mineurs, sont à même de se rendre compte de la conséquence la plus importante de la grève des mines qui risque d'intervenir incessamment : la fermeture de toutes les aciéries. Le bastion de la grève de la sidérurgie, c'est l'usine de la S.M.S. à Knutange : depuis 9 jours, il y a une semi-occupation : tous les locaux des entrées sont aux mains des grévistes. Il faut briser ce bastion et cela se passe précisément le mercredi 26 à 4 h du matin, au moment même où se prépare la reprise aux stocks dans les mines. Voici ce qu'en dit le Republicain Lorrain (27 avril) : "Le spectacle des CRS investissant les portiers de l'usine knutangeoise était, paraît-il, impressionnant. Beaucoup de grévistes ne pensaient pas que "ça" serait pour cette nuit ... Ce sont des CRS équipés de pied en cap qui ont évacué les postes de garde. Portant des casques avec bourrelet de cuir à la place de la visière, des lunettes grillagées contre les projectiles, des boucliers d'acier ronds et des ceinturons bardés de grenades lacrymogènes, les CRS se sont arrêtés en formations serrées, à quelques pas des postes de garde, leurs boucliers tellement proches les uns des autres qu'ils offraient une frappante ressemblance avec le système utilisé par les légions romaines (tactique de la "tortue"). Un officier se détache et se présente aux piquets de grève : "Messieurs, vous avez un quart d'heure pour évacuer les lieux ..." Il n'y a pas eu de résistance, le rapport des forces étant trop favorable aux "nouveaux venus dans l'usine". Comment les CRS ont-ils pu surprendre les piquets de grève ? Tout simplement en pénétrant dans l'enceinte de l'usine par des voies inédites et en arrivant devant les postes de l'intérieur. Un officier de CRS tenait encore la pince grâce à laquelle il a découpé le grillage pour faire passer son escadron incognito ...

Leur mission de "première ligne" étant terminée, les CRS se sont retirés pour laisser la place à plusieurs escadrons de gendarmes mobiles qui ont pris position de part et d'autre des portiers. Tandis que les forces de l'ordre investissent tous les points névralgiques de l'usine, des grévistes-émissaires sillonnent la vallée de la Fensch pour "alerter" le plus de monde possible. Les dirigeants syndicaux affluent de Hayange, Knutange, Nivange, Thionville, Hagondange. Cette vive réaction des organisations syndicales était destinée à annuler les effets de l'initiative des forces de l'ordre dont la présence pouvait encourager certains ouvriers à reprendre le travail. Mais bien avant la prise du poste du matin, des centaines de personnes, réveillées par des voitures munies de haut-parleurs, convergent vers le portier du bas. Peu avant 7 h. M. Raymond Franzola, responsable CGT de SMS Knutange ouvre le meeting en dénonçant la manoeuvre nocturne en termes violents. Il invite la population à se masser autour des portiers

"pour que la paralysie des installations soit maintenue malgré l'intervention des forces de l'ordre. Les propos indignés de M. Madelaine, président du conseil syndical CFDT de la SMS et maire de Nivange (PSU) font écho à ceux du précédent orateur. M. Walter Paini, secrétaire de l'UD-CFDT, pratique volontiers l'humour (ce qui a pour effet de détendre l'atmosphère), il lance aux manifestants : "ces gardes "immobiles" devant vous ne sont que des civils déguisés, les instruments du patronat et des pouvoirs publics. Ce n'est pas vers eux que doit monter notre colère ..." Tout au long de cette chaude journée, d'ailleurs, les responsables syndicaux ont inlassablement répétés leurs appels au calme et à la dignité, et l'on verra qu'ils ont dû, à plusieurs reprises, payer de leur personne pour éviter in-extremis l'incident qui aurait inévitablement mis le feu aux poudres ...

8 heures : Défilés à Nilvange et Knutange

Euis les manifestants se sont dirigés, responsables syndicaux en tête, vers Nilvange via le bureau central. Au passage, des huées ont été adressées aux employés qui travaillaient, ainsi qu'aux cordons de gendarmes mobiles. C'est à ce moment que, pour la première fois de la journée, les leaders syndicaux se sont interposés physiquement pour empêcher quelques jeunes gens excités par le spectacle des uniformes, de distribuer des coups malheureux. Quittant brusquement la tête du cortège, MM. Madelaine, Paini, Bour, Franzola et Briesch se précipitent en arrière et font un rempart de leurs corps devant le premier cordon de gendarmes mobiles, repoussant sans ménagement les éléments les plus énervés du défilé. Précédées d'une voiture découverte qui informe la population des événements de la nuit et, par conséquent, des raisons d'être de cette manifestation, deux porteuses d'étendards ouvrent le cortège. Au passage, répondant aux invitations des grévistes, auxquels se sont jointes de nombreuses femmes, la plupart des commerçants tirent les rideaux métalliques de leurs vitrines en signe de solidarité. Répété dans chaque rue, sous les chants et les slogans des manifestants, ce geste des commerçants de Knutange et de Nivange laissait une curieuse impression de spontanéité.

Le cortège, qui s'amplifiait au fur et à mesure de sa progression vers le viaduc qui enjambe la RN 52, était à nouveau en vue de son point de départ. Bien sûr, les cris, les slogans, les chants, les injures qui fusent parfois, peuvent impressionner mais tant que la "température" de la foule se mesure à la virulence du vocabulaire, on ne peut parler de tension.

Beaucoup plus nombreux qu'à 7 h, les manifestants tiennent un nouveau meeting devant le portier du bas. Tout en rappelant leurs consignes de calme et de prudence, les divers orateurs (MM Franzola Brietch et Guyot) stigmatisent à nouveau l'attitude des pouvoirs publics et du patronat et félicitent leurs auditeurs pour la réaction rapide qu'ils ont eue, après les événements de la nuit. Cette réaction aura eu pour effet de maintenir la paralysie de l'usine. Alors qu'il venait de céder le micro à M. Guyot, qui était en train de lire : "cette nuit, le masque du patronat est tombé ..." M. Briesch est appelé de toute urgence au café Rangoni, une centaine de mètres plus loin : "la préfecture vous demande au téléphone". Le permanent revient au bout de quelques minutes et annonce à la foule : "on me fait parvenir dans quelques instants la réponse patronale que les syndicats attendent depuis mardi soir".

À 10 heures, un motard de la gendarmerie, venant de Metz, remet à M. Briesch un pli contenant 2 lettres que l'on peut lire par ailleurs. L'une est signée par M. Laporte, l'autre par M. Petiet. MM. Briesch et Guyot se mettent à l'écart pour prendre connaissance des documents tandis qu'un étrange silence s'installe sur le meeting. Leurs réactions sont aussi semblables que laconiques : "À première vue, les patrons font un pas vers la négociation, mais nous ne pouvons pas nous prononcer avant d'avoir examiné leurs propositions à fond, cet après-midi à Auboué, avec nos collègues de la CGT et de la CFDT. Attendons". À 11 heures, la manifestation se disloque dans le calme.

Entre 13h30 et 14 heures, près de 2.000 personnes étaient réunies à nouveau devant le portier du Bas. Divers orateurs syndicaux se succèdent pour rappeler les revendications des travailleurs. Ensuite, un cortège se forme. Au passage devant le bureau central, certains tentent de forcer le cordon de gendarmes mobiles. Les cadres syndicaux doivent intervenir à trois reprises pour faire avancer leur militants. Un cyclomotoriste qui, voulant se rendre à son travail à la mine, "fonce" délibérément dans le cortège en proférant des injures ... Le cyclomotoriste renverse une fillette au milieu d'un groupe de femmes qui, déchaînées, se ruent sur lui, le jettent à terre et commencent à le rouer de coups. Les grévistes menacent de faire un mauvais parti au cyclomotoriste qui se démène vigoureusement, tout en exprimant, en italien, qu'il est mineur et qu'il se moque, lui, de la manifestation. L'homme est sauvé de justesse, grâce à l'intervention du commissaire de police de Knutange et de deux agents qui le traînent de force derrière le cordon des gendarmes mobiles. Le cortège s'est immobilisé mais les leaders syndicaux parviennent à le faire repartir en direction du stade de Nilvange. Deuxième alerte devant le domicile à Nilvange d'un délégué FO. Au départ, il s'agissait, pour les manifestants (entre 3 et 4.000) de prouver que la grève est totale mal ré ce qui a pu se passer dans les cités hier matin ... Mais au fur et à mesure que l'on s'approchait de la maison du délégué, on pouvait redouter le pire car la tension montait. Tandis qu'une quinzaine de membres du service d'ordre formaient une barrière humaine devant l'entrée en demandant aux habitants de fermer les volets, les gendarmes faisaient discrètement sortir le locataire en voiture par une rue adjacente. Ce que redoutaient certains au sein du cortège a bien failli se produire, sans la courageuse intervention de M. Roger Briesch qui, pâle et tremblant de fureur, grimpa soudainement sur le mur du jardin, s'offrant franchement en cible aux pierres que quelques anonymes, cachés par la foule, lançaient contre la maison. MM. Briesch, Madelaine, Franzola et Dobucki haranguèrent la foule pour qu'elle quitte les abords de la maison. Finalement la foule obéit, mais l'alerte avait été chaude... Arrivé devant la poste de Knutange, la tête du cortège bifurqua brusquement sur Hayange par la Nationale 52. Cette modification de l'itinéraire a été improvisée en quelques minutes. Sur la place de l'Hotel de Ville, trois nouvelles allocutions : M. Bour (CGT) ; M. Briesch, qui brossa un tableau de la condition des travailleurs et de leurs aspirations, et M. Harmand, qui parla au nom de la Fédération de l'Education Nationale. Avant de se disperser, les manifestants ont été invités à se rendre aux portiers à 21 heures ..."

Nous ne pensons pas qu'il soit besoin de commenter. Ajoutons qu'un peu partout, dans les autres usines de la sidérurgie lorraine, les

syndicats encouragent par tous moyens la reprise du travail, au besoin avec l'aide de la police. Le reste des grèves et des discussions, c'est le schéma habituel du déclin d'une lutte reprise en mains par les organisations. Dans les mines, les syndicats décident de prolonger jusqu'au samedi 29 avril à 18 heures la reprise aux stocks car ils jugent "les contacts positifs". Aucun doute que la grève tombera avec la fin de la semaine. Le projet d'accord est diffusé dans la presse. Dans la sidérurgie, "satisfaits des précisions obtenues, les syndicats posent le problème des salaires comme conditions de la reprise". Une reprise qui par leurs manoeuvres est déjà effective en beaucoup d'endroits.

La fin de la grève et la rupture du mercredi 26 dans le rapport de force - travailleurs - contre patrons et syndicats autorisent les syndicats à reprendre le vendredi 28 avril les manifestations traditionnelles : une journée d'action régionale à Joeuf - CGT-CFDT 10.000 personnes - Intéressant à noter, ce qui situe bien la reprise du folklore syndical auquel les travailleurs ne participent pas au sens où ils participent à une grève : cette manifestation unique n'est pas interdite par le préfet de Metz, alors que l'"ordre public" lui avait fait interdire des manifestations similaires 20 jours auparavant. Les syndicats suffisent comme bergers. Point besoin des chiens, du bâton ou de la menace. Il n'y a plus aucun risque.

D'ailleurs, les flics disparaissent des portiers. L'ordre de reprise du travail est donné dans les mines par la CGT dès le samedi 29 avril pour le mardi 2 mai. Tout un symbole pourrait-on dire. Savernu leader CGT répond "sans hésitations" oui à la question "Considérez-vous que la grève a été gagnée ?" Lepayure, délégué patronal de l'Assimilor a une autre optique qui éclaire mieux l'ordre de reprise : "L'accord est satisfaisant pour tous. La grève, si elle ne s'était pas arrêtée, aurait pu devenir catastrophique. On ne saura que dans quelques jours l'importance des conséquences qu'elle pourra avoir sur l'emploi. Les mineurs, jusqu'alors, n'avaient pas avec nous les contacts qu'avaient les sidérurgistes. Avec la nouvelle commission, nous pourrions dialoguer sur tous les points qui nous préoccupent". "Pour tous", cela veut dire pour ceux qui ont discuté -patronat et syndicats- Dans la sidérurgie aussi, les patrons estiment que "rien ne s'oppose plus à la reprise". On les comprend : ils ont du minerai, quelles raisons y a-t'il de poursuivre la grève qui par certains côtés les arrangeait dans la mesure où elle freinait la production et ne stoppait pas complètement les hauts-fourneaux et les départs des stocks de lingots vers les laminoirs et autres usines de transformations qui, la plupart avaient continué à travailler. 2 mai - reprise générale dans les mines. Dans la sidérurgie, quelques usines ne reprennent que le mercredi 3 après meetings, explications, etc... (Pompey, Sidélor, -Homécourt, Micheville).

--o--

Pour amorcer la reprise du travail, il a bien fallu que les syndicats fassent état de "succès" auprès des ouvriers. Qu'ont-ils "obtenu" ?

Dans les mines (protocole d'accord) :

- 1 - Une commission de travail permanenté paritaire qui s'occupera de : reclassement, reconversion, formation professionnelle, transport, logement, frontaliers ... tout cela pour la poursuite du plan de fermeture des mines.
- 2 - 2 jours chômés payés en 1967
- 3 - Indemnisation en cas de réduction d'horaires au dessous de 40 heures

- 4 - Retraite après 30 ans d'ancienneté dont 20 ans de fond
- 5 - Cotisation patronale complémentaire retraite portée de 2,5 % à 4 %.
- 6 - Régime minier maintenu pour les travailleurs mutés du fond à la surface.
- 7 - pas de sanctions.
- 8 - Prime d'intéressement, avance, 1er mai payé, 4 jours de congés payés neutralisés ...

En clair : un point important pour les syndicats : ils participent dorénavant avec les patrons au pouvoir de décision pour l'aménagement des fermetures et des licenciements. C'est bien l'optique du plan Acier. Le reste ce sont des mesures parcellaires et pour lesquelles un mois de lutte n'était pas nécessaire.

Dans la sidérurgie, c'est plus confus et plus vague. Promesses de pourparlers en commission paritaire alternent avec accords d'entreprise sur des questions de salaires.

Mais, que ce soit dans les mines ou dans les usines, l'essentiel n'a pas été abordé au cours des grèves, pas plus que dans les "accords" qui y ont mis fin. C'est ce pourquoi tous luttaient : l'incertitude de leur travail, l'incertitude de leur vie, le droit d'être un peu maître de leur destin. En réalité, cela était latent dans tout et cela nous ramène au début de cet exposé, le plan Acier et la signature de la convention sociale par les syndicats.

Rappelons que la signature en avait été reportée d'un mois, au terme d'un accord général des syndicats, qui avaient participé à son élaboration dans les mois antérieurs et qui étaient d'accord sur le principe de la signature. Pourquoi ce report ? Pourquoi les grèves ? Pourquoi des accords qui règlent des points secondaires ? Ou ne contiennent que des promesses de discussions futures ? Pour y répondre, il faut replacer ces luttes et les différents protagonistes dans leur rôle réel mais qui n'apparaît qu'après la grève et dans une simple formalité : la signature de cette "convention sociale". Cette signature n'interviendra finalement que le jeudi 27 juillet et seulement par CGC, CFDT, F.OG, la CGT ne s'y étant pas jointe mais accordant un "préjugé favorable" jugeant "les textes insuffisants". (voir le même scénario lors des premiers accords Renault) Tout ceci, alors que tous, y compris la CGT, étaient d'accord pour signer dès le 4 avril.

---o---

Lors de la grève des mineurs, début 1963, l'ordre de reprise fut suivi à Douai par une manifestation hostile de milliers de mineurs devant le siège du syndicat CGT. Cela signifiait que pour lutter contre les conditions de travail et de vie qu'on leur imposait, ils se tournaient vers ceux qui les leur imposait comme tout dirigeant : contre les syndicats.

En Lorraine, les syndicats fixaient avec le seul patronat et sur instructions d'un plan établi conjointement par les bureaucraties patronales et gouvernementales, les conditions arbitraires comme dans toute société d'exploitation- de travail et de vie des travailleurs de toute une région. Cela débordait le simple cadre de l'entreprise ou même d'un secteur professionnel. Cela touchait la possibilité d'assigner à un travailleur non seulement la, de l'entreprise, sa mutation, son déclassement, mais aussi de régler à l'avance, dans les moindres détails ce qu'il ferait, où il logerait, ce que feraient ses enfants etc... Les syndicats avaient ici le même attitude qu'en 1963 à la fin de la grève des mineurs avec le plan Toutée : elle correspond dans les deux cas à la fonction qu'ils

ESPAGNE

Le texte qui suit est intitulé "Point de vue d'un groupe universitaire de l'intérieur de l'Espagne".

Il a été diffusé en Espagne par un groupe étudiant de Barcelone. Ce texte tend à définir une tactique à l'égard des Commissions ouvrières qui sont plus ou moins clandestinement, la préfiguration des syndicats "démocratiques" des sociétés industrialisées de la branche occidentale du capitalisme.

Les positions, nettement affirmées dans les conclusions, sont en désaccord avec celles d'I.C.O. ; elles se rapprochent nettement par contre de celles des groupes, qui, rejetant le parti centralisé traditionnel, y substituent une "avant-garde révolutionnaire organisée politiquement" pour "donner conscience de leur fonction" aux organes spontanés du prolétariat. Influence directe de certains groupes français ou produit d'une situation semblable dans le milieu étudiant, nous ne pouvons le dire. Le texte a une valeur de document à la fois par ce qu'il révèle de la situation intérieure de l'Espagne et pour la manière dont une organisation "moderne" cherche à prendre prise sur une situation concrète.

--O--

Devant la tentative de certains groupes d'affaiblir l'influence du P.C. dans les commissions ouvrières, une position de gauche révolutionnaire doit souligner clairement que la présence du P.C., son rôle prépondérant dans les C.O. et le fait qu'il les utilise politiquement ne sont pas, en eux-mêmes criticables.

La croyance selon laquelle la spontanéité pure peut déboucher sur quelque chose de consistant est typiquement anarchiste.

On doit critiquer, par contre, la politique que fait le P.C., la ligne réformiste qu'il introduit dans les C.O., en ORIENTANT LES REVENDICATIONS QUI DOIVENT MOBILISER LA CLASSE OUVRIERE VERS LA CONQUETE DES LIBERTES POLITIQUES DANS DES ASPECTS PUREMENT LIES AUX SALAIRES.

Les revendications de salaires ne sont des REVENDEICATIONS ANTICAPITALISTES que dans la mesure où le cadre économique est absolument incapable de les satisfaire dans un pays tout-à-fait développé.

Mais quand le capitalisme peut, après de multiples résistances, absorber les hausses de salaires sans s'effondrer c'est-à-dire quand il est capable de rendre l'exploitation relativement tolérable, ces revendications se transforment en facteur fondamental d'intégration de la classe ouvrière dans le néo-capitalisme. Ainsi pour pouvoir maintenir leur ligne réformiste tous les P.C. (pro-russes) continuent à soutenir la thèse sur l'inévitable paupérisation du prolétariat ; pour cela aussi Santiago Carrillo (ICO : secrétaire du PC) défend toujours la thèse de la CATASTROPHE GENERALE DU CAPITALISME ESPAGNOL : c'est le seul moyen pour lui de faire passer la lutte pour les salaires comme révolutionnaire.

Il est clair que de cette façon on éduque les travailleurs dans l'idée de ce qu'ils ont besoin d'un syndicat démocratique, libre ... pour augmenter la part que leur octroie la domination capitaliste comme prix historique du travail, et non pour attaquer totalment cette même domination. En ne proposant au prolétariat QUE DES OBJECTIFS QUI NE DISCUTENT PAS LE SYSTEME CAPITALISTE, qui ne le mettent pas en cause (salaire minimum vital, échelle mobile ...) la lutte pour les libertés politiques apparaît avec un contenu

nettement ANTIFASCISTE, très en accord avec la ligne de Réconciliation Nationale (ICO : la ligne officielle du P.C.) selon laquelle il n'y a pas dans la perspective en cours une révolution socialiste mais une révolution démocratique-bourgeoise. De cette manière la bourgeoisie garde les mains libres pour actualiser les changements qu'elle prépare, dans le sens d'une substitution de ses formes présentes de domination pour d'autres formes démocratiques, en appelant alors aux Démocrates Chrétiens, Socialistes, CNT molle (ICO : tendance collaborationniste avec la bureaucratie syndicale franquiste), pour que bien contrôlés ils arrangent la nouvelle façade du privilège monopoliste ; condamnant en même temps à l'ostracisme les seules forces qu'aujourd'hui le capitalisme craint : le P.C. et tout ce qui peut surgir à la gauche du P.C.

Par contre, dans une perspective de gauche révolutionnaire, il est clair qu'aussi bien par l'extension et la concentration du pouvoir monopoliste que par sa croissante connexion avec le capital étranger, on ne peut pas parler sérieusement d'une étape de démocratie sociale et politique intermédiaire entre la situation actuelle et la construction du socialisme : une telle construction restant ouverte comme unique étape réelle.

La conquête des libertés démocratiques se place alors non à l'INTERIEUR D'UN PROGRAMME MINIMUM DE REVOLUTION BOURGEOISE, que peuvent partager "pêle-mêle" prolétariat et petite-bourgeoisie, - nommée par Carrillo "bourgeoisie non monopoliste"-, mais à l'INTERIEUR D'UN PROGRAMME MAXIMUM DE REVOLUTION SOCIALISTE, comme PREMIERE PHASE DE SA REALISATION. Pour le prolétariat, et comme seule façon d'élever sa conscience au niveau nécessaire pour contrecarrer les futures manoeuvres du capital, il s'agit de CONQUERIR LES LIBERTES DEMOCRATIQUES ou au moins implicitement anticapitalistes qui contestent la domination bourgeoise. En suivant donc la ligne réformiste on ne discute que la part octroyée comme salaire à l'ouvrier, pour que celui-ci prenne conscience de la nécessité d'attaquer les accessoires superstructures politiques de la domination bourgeoise, facilitant à celle-ci, dans le moment propice, le REMPLACEMENT frauduleux de telles superstructures. Qu'aurait alors à opposer le prolétariat ? Nous glissons sur la pente qui a mené à l'échec du syndicalisme européen.

On ne peut pas approuver cette tentative des groupes embarrassés simplement par la présence du P.C. (qu'ils identifient d'ailleurs avec la supersubversion), dans les C.O. On doit influencer celles-ci, parmi les groupes en désaccord avec le réformisme ou parmi les travailleurs inquiets, mais non formés, en proposant une politique syndicale ANTICAPITALISTE, laquelle remplirait les programmes ou plateformes revendicatives des C.O. avec des objectifs échelonnés de la manière qui suit :

a)- Revendications de salaires - Sachant toujours qu'elles ne sont pas anticapitalistes, quoique pouvant servir d'appât pour attirer les travailleurs moins conscients. Et ceci uniquement à propos de salaires dans le cadre d'une entreprise.

b)- Revendications en rapport avec les conditions de travail - Non seulement en relation avec l'exploitation mais encore avec les FORMES QU'ELLE REVET, c'est-à-dire l'OPPRESSION, qui augmente à mesure que s'étend le pouvoir des monopoles, exercé moyennant la rationalisation impitoyable de l'exploitation, la hiérarchisation et la soumission à l'entreprise, le manque absolu de responsabilité, etc.. ATTAQUER LES FORMES TECHNO-BUREAUCRATIQUES DE L'EXPLOITATION, le caractère essentiellement dictatorial du régime interne de nos

industries, c'est la seule manière d'opposer le travailleur, sa qualité d'"homme total" à la tyrannie du salariat, c'est lui donner une conscience révolutionnaire dirigée vers l'instauration de l'ordre, dont les profils nous sont communs : ordre basé non seulement sur la propriété mais aussi sur la gestion collective que ni le capitalisme ni l'étatisation bureaucrate ne peuvent assurer, et que seule l'autogestion configure, parce qu'elle signifie l'appropriation sociale de la plus value (c'est-à-dire la fin de l'exploitation), et l'autodétermination sur les conditions du travail (c'est-à-dire la fin de l'oppression).

c) il est clair que poser de telles revendications aboutit à la naissance des organes démocratiques qui préfigurent DES MAINTENANT L'AUTOGESTION, ce qui suppose une restriction du pouvoir monopoliste, restriction qui lui est imposée de l'intérieur, préparant et éduquant le prolétariat pour l'exercice de ses responsabilités historiques, au lieu de le maintenir totalement abandonné à l'illusion qu'un jour le capitalisme s'écroulera ou bien que les partis gagneront les élections.

Nous pouvons donner des exemples de ces organes, que nous appelons pouvoirs ouvriers, pouvoirs autonomes,.. ce qui suppose toujours une réforme des structures; une cassure au tranchant de l'oppression. Mais ces pouvoirs, conquis sans abattre préalablement le capitalisme, ne seront-ils pas absorbés par celui-ci? Ils peuvent l'être et ils le seront s'ils ne s'élargissent en permanence, si on ne provoque pas une mobilisation constante pour augmenter le POUVOIR CONQUIS AU DEBUT. UN POUVOIR NE SE CONSOLIDE QU'EN S'ETENDANT ET S'APPROFONDISANT.

Les mesures arbitraires qui souvent sont prises contre le personnel sous forme de sanctions et impositions abusives (cas de l'Hispano-Olivetti et Montesa) constituent de magnifiques occasions pour favoriser une renaissance des organes de démocratie prolétarienne, pouvoirs ouvriers..., qui agissant et s'imposant comme COMMISSIONS DE CONTROLE DES SANCTIONS discuteront non des 10 pesetas de plus ou de moins que le capital finirait bien par céder, même à contre-cœur, mais des plus grands principes qui sont à la base de l'entreprise capitaliste et de ses formules disciplinaires d'exploitation.

Egalement, les primes et autres formes semblables de division de la classe ouvrière devraient être combattues en vue de leur réabsorption et unification, ce qui exigerait la création d'un pouvoir ouvrier décidé à contrôler ce qui, de droit divin, a toujours été réservé à l'entreprise capitaliste; la faculté de décider les normes selon lesquelles est rétribuée la force de travail exploitée. Cette revendication est particulièrement intéressante parce qu'elle s'attaque à la fois et dans un même mouvement, tant à l'exploitation (la prime en tant que somme d'argent), qu'à l'oppression (le pouvoir de décision de l'entreprise de répartir cette somme à sa convenance).

De même, les conditions d'hygiène et de sécurité dans le travail, la nécessité d'accéder à la gestion des cantines et économats..., peuvent servir de base de mobilisation indispensable pour la formation d'une conscience anticapitaliste dans une perspective de syndicalisme révolutionnaire, pour la création de pouvoirs ouvriers autorisés difficilement assimilables par la "Libéralisation" syndicale que le régime, avec l'aide de ceux qui seraient disposés à l'aider (beaucoup de gens seront, sont déjà sollicités), veut mettre sur pied.

d) C'est seulement après la combinaison des revendications de salaires et des revendications proprement anticapitalistes (qui attaquent respectivement L'EXPLOITATION et L'OPPRESSION) que doivent se situer les revendications de libertés politiques, libertés syndicales, de presse, de réunion, d'expression, garanties de liberté pour les prisonniers et les détenus préventifs... De cette façon celle-ci n'acquiescent pas un contenu ANTIFASCISTE, c'est-à-dire REFORMISTE? mais un sens ANTICAPITALISTE. Pour lutter contre l'exploitation et l'oppression, le prolétariat a besoin de Syndicats Libres et démocratiques, et non de ceux qui intéressent le capitalisme (Syndicats Libres et démocratiques dans le style anglais, allemand, scandinave, U.S.A....)

Un exemple de la façon dont se développe, dans la pratique, ~~dettedda~~ dialectique dans une entreprise de Barcelone : devant la menace de licenciement de plusieurs travailleurs, la Commission Ouvrière décrète un débrayage général qui touche tous les travailleurs de l'entreprise. La presse locale publie une note en déformant le problème. Spontanément se constituent des groupes de travailleurs, qui se présentent dans plusieurs rédactions de journaux en exigeant au nom de la C.O. rectification de la nouvelle. Ces travailleurs, que sans doute auraient laissés impassibles une plaidoirie en faveur de la liberté de presse, ont expérimenté dans la pratique le besoin de lutter pour la liberté, à travers la lutte contre l'oppression.

Il s'agit en somme d'insérer la tactique de la C.O. à l'intérieur d'une stratégie offensive anticapitaliste (et non défensive, sur le plan des salaires et détournement antifasciste). Il s'agit de préparer les cadres du syndicalisme révolutionnaire dont le pays a besoin. Et ceci ne sera jamais réalisé par le réformisme social-démocrate ni par la ligne de Réconciliation Nationale qui craint d'effrayer avec "l'extrémisme" révolutionnaire ses hypothétiques alliés, les classes petites-bourgeoises. Ne le feront pas non plus, finalement, les représentants du Syndicalisme révolutionnaire traditionnel (ICO : CNT) aujourd'hui fidèles à l'oscillation de ses ailes classiques ; d'un côté un purisme anarchiste, avec sa projection syndicale qui se traduit par l'abstention, qui comme toujours consolide le capitalisme; de l'autre, un empirisme sans principes, sans le moindre effort d'élaboration stratégique générale, qui sacrifie tout à d'hypothétiques possibilités tactiques (ICO : possibilités mises en avant par la tendance collaborationniste de la CNT). L'expérience de ces derniers mois a montré :

1) Que ces possibilités n'allaient pas dans le sens de "l'unité syndicale" tant prônée, par le fait que tout d'abord elles impliqueraient une exclusion des communistes (chose que eux, les "totalitaires", ne feront jamais, ne serait-ce pour sauver les apparences) qui précisément constituent aujourd'hui la fraction majoritaire et la plus influente de la classe ouvrière organisée; et d'autre part les suggestions des Cinq Points (ICO : points de l'accord envisagé entre la tendance collaborationniste de la CNT et les bureaucrates des syndicats officiels) n'ont pas eu l'adhésion des syndicats chrétiens, ni finalement des socialistes, actuellement repentis de leurs égarements pactistes d'il y a quelques mois, et qui se jettent dans le mouvement des C.O.

2) Que ces possibilités, en dernier lieu, n'ont même pas été des possibilités. La différence entre les 130 pesetas de salaire minimum proposés par les syndicats officiels, pour marquer un point démagogique en vue des élections, et les 84 pesetas imposés par l'Opus Dei en tant que représentant unique réel avec les

pleins pouvoirs du grand capital, est trop évidente pour qu'on puisse continuer à avoir confiance dans la capacité d'une bureaucratie réactionnaire, et en une totale banqueroute, pour la réalisation d'une soi-disant "projection du syndicalisme espagnol".

Tout cela met en évidence, finalement, la nécessité historique d'une avant-garde révolutionnaire organisée politiquement, qui se propose d'informer, dès la perspective d'un socialisme décentralisé et basé sur l'autogestion, toutes les organisations que le prolétariat forme spontanément, où qu'elles se trouvent et quel que soit le nom des éléments qui s'y introduisent. Seule une avant-garde révolutionnaire de ce type qui ne se propose pas de se substituer aux organisations spontanées du prolétariat (syndicats, comités de quartiers, coopératives etc...) mais de leur donner conscience de leur fonction comme organes du pouvoir ouvrier et de créer les conditions politiques de leur développement, pourra parvenir à ce que chaque conjoncture décisive ne se transforme pas dans un recul (vers "36") et que, petit à petit, se constitue le front prolétarien - non le Front Populaire - sans lequel est impossible la Révolution espagnole. Ce front devra être constamment proposé, mis en avant et finalement DIRIGÉ - même si le mot choque - par une avant-garde qui unifie la pensée et l'action révolutionnaires; mais cette avant-garde n'arrivera pas même à se constituer si ceux qui croient à sa nécessité ne se rendent compte que sa politique sera juste quand elle se sera mesurée, corps à corps, avec les autres là où ils se trouvent et devant le peuple entier.

CORRESPONDANCE

Les échanges de correspondance que nous publions ci après font suite à l'envoi d'une lettre circulaire rappelant les activités d'I C O .

Lettre d'un camarade

Je vous remercie de votre envoi, mais ne puis partager vos illusions. Le Conseil, par son principe même de représenter une masse hétérogène auteur d'une revendication unique et égoïste, "soi", l'oblige à se rallier à une conception politique de la Société. Jusqu'à ce jour, tous les conseils, partout : en Russie, Hongrie, Autriche, Yougoslavie, Allemagne, ont été malgré leur diversité, des organes à fonction politique, au point que Adler considérait que

pour réussir les membres des Conseils d'avaient être avant tout des socialistes étatistes.

Le conseil ne peut être que l'expression autogestionnaire d'une entreprise qui doit équilibrer sa fonction en liaison étroite avec ses pareilles (toujours différentes). Ce lien "d'égalité économique" ne peut être socialement réalisé que par le syndicat. Mais Naturellement un syndicat anarcho-syndicaliste ayant acquis l'esprit autogestionnaire.

Je te joins d'ailleurs copie des suggestion adressées à la CNT.

Réponse d'ICO.

Nous revenons tardivement sur ta réponse à notre lettre circulaire de présentation que nous t'avons adressée au début de l'année.

Il nous semble y avoir une contradiction entre l'observation juste que tu fais sur la fonction "politique" des conseils et la fonction que tu assignes à un syndicat anarcho-syndicaliste comme organe coordonnateur de conseils.

Il est évident, comme tu le soulignes, que les conseils, là où ils ont existé, ont servi d'organe de gestion politique, dans le cadre d'un capitalisme d'état : depuis le mot d'ordre du parti bolchevik "Tout le pouvoir aux soviets" jusqu'aux conseils ouvriers yougoslaves, ou pourrait faire une hisoite de l'utilisation du conseil comme organe d'exécution économique et social des décisions d'un parti et de l'état. La réflexion d'Adler que tu cites se situe bien dans cette perspective. Cependant il nous paraît y avoir une différence capitale entre les cas d'utilisation des conseils par un parti au pouvoir : dans certains cas, les conseils étaient une création spontanée de la base et non d'un parti : Russie, Allemagne, Hongrie ; dans d'autres cas, ils furent une création de l'état : Yougoslavie. Il est certain que dans le premier cas, assez rapidement, et par le fait des membres des conseils eux-mêmes, les Conseils remirent à l'Etat et au parti le soin de les diriger c'est-à-dire abdiquèrent leur pouvoir aux mains de dirigeants politiques, devenant par là même des organes à fonction politique. Mais cela ne se fit pas sans conflits plus ou moins violents, plus ou moins ignorés, non par la conscience des membres des Conseils qu'ils détenaient le pouvoir social réel, mais dans les décisions et l'orientation des tâches pratiques qu'ils avaient prises en mains.

C'est ici le problème central du Conseil, ou de la gestion, comme on voudra. Ce problème ne se pose guère quand les Conseils sont "octroyés" c'est-à-dire créés par le pouvoir d'une classe dominante pour exécuter sa politique. La création des Conseils par la base - création spontanée - pose immédiatement le problème du pouvoir social. S'il y a deux organismes qui revendiquent ce pouvoir, le parti ou tout autre organisme d'un côté, les Conseils de l'autre, il y a conflit et la dualité de pouvoirs se résoud par l'élimination de l'un ou de l'autre. Jusqu'à présent, c'est toujours le pouvoir des Conseils qui a été éliminé (nous ne discuterons pas ici pourquoi, bien que ce soit très intéressant).

On peut tenter de projeter une situation où les Conseils triompheraient et créeraient sous leur contrôle les organes de liaison et de coordination à des échelons locaux ou économiques. Nous pensons que ce serait aux Conseils eux-mêmes d'en fixer toutes les conditions.

Tu penses définir ces organes par avance comme "un syndicat anarcho-syndicaliste ayant acquis l'esprit autogestionnaire". Nous pensons, et c'est là la contradiction dont nous parlions plus tant, qu'il y a dans cette définition imposée le même danger de dualité de pouvoir que dans le cas d'un parti étatique, la "conscience autogestionnaire" paraissant impliquer une finalité propre et une catégorie sociale qui constituerait les bases d'une nouvelle classe.

Ceci-dit, nous ne faisons pas un mythe des Conseils. Nous savons que toute classe dominante peut aller très loin dans l'octroi de pouvoirs gestionnaires pourvu que sa position soit respectée ou même que des Conseils peuvent se créer avec une idéologie plus ou moins totalitaire sur le progrès, "le travail et la morale sociales". Mais ceci nécessiterait d'autres développements.

Réponse du Camarade

Je me réjouis de votre impatience, de votre turbulence, de votre prise de conscience concernant "ce qu'il ne faut plus faire"; mais je déplore une insuffisance psychologique du caractère des masses, c'est-à-dire votre "foi" dans la spontanéité constructive. Mais suivons votre texte :

1) L'ouvrier subit l'exploitation? Oui, parce qu'il en espère toujours une amélioration "possible" de son sort.. L'ouvrier (en général) est parfaitement conscient de son aliénation, mais comme l'esprit de justice ne l'habite que dans l'extrême souffrance, il ne se révolte que lorsque le risque de vie vaut le risque de mort.

L'ouvrier est un égoïste, et chez les français c'est un "démordard"...

2) Les organisations prolétarienne sont devenues des forces conservatrices, d'intégration au système, pourquoi?

À cause des bonzes? Mais tous ceux qui les suivent sont nantis des mêmes qualités et des mêmes tares et ambitions; c'est ce qui explique leur lâche tolérance, leur manque d'autogestion.

Et attendu que l'intellectualité sociale des ouvriers est d'un niveau très bas, que leur ignorance économique des possibilités de libération ne les encourage pas à l'effort libérateur, comment espérer que ces "moutons" deviennent des lions?

Or, existe-t-il une élite révolutionnaire capable d'entreprendre l'éducation économique et sociale des travailleurs, par conséquent d'inspirer assez de confiance pour capter leur attention?

Evidemment pas. Aucune! Et surtout pas les libertaires de tous poils qui vivent dans la poussière de leurs morts et dans l'incohérence de leurs propos.

Car, et c'est là votre abomination : la classe ouvrière, abandonnée à ses impulsions est capable de construire une société sans exploitation. Toute l'histoire le démontre. Elle nous prouve aussi et surtout que ce manque d'aptitude organisatrice détermine le chaos indispensable à l'érection de pouvoirs forts...

Prétendre que spontanément, les travailleurs étant ce qu'ils sont deviendront "magiquement" des lumières éclatantes, c'est non seulement mentir, c'est trahir ses propres devoirs à leur égard.

J'ai 77 ans. J'ai beaucoup souffert, combattu. Je méprise les hommes, mais je les ai servis en m'oubliant, et je continue en regrettant que la pensée libertaire, si riche dans ses possibilités, soit servi par des nains ou des ambitieux.

3) L'homme, dans ses faiblesses n'ignore pas que l'union fait la force, et, naturellement, intelligemment, il demande à ceux qui veulent faire de lui un combattant, de lui démontrer qu'ils sont des unités responsables d'un tout organisé.

Un exemple : Je parlais au Boucau dans une série de conférence. J'expose le plan libertaire de l'administration des choses. Que m'objecte donc? "Ton projet retient notre attention, mais tu as été précédé par S. Faure qui n'a jamais pu nous donner une réponse positive! Alors, mettez vous d'accord et nous jugerons de la qualité de vos interventions..."

C'était très juste, il n'y a encore que les libertaires pour ne le point comprendre...

Aussi, permettez moi de sourire de votre superbe inconscience : "Les différentes formes d'organisation pour l'édification du socialisme seront trouvées par le mouvement même des masses." !!!

C'est comme si vous me disiez que vous n'êtes venus à la capacité de rédiger votre texte que grâce à votre renoncement à toute culture... C'est pur enfantillage...

4) Bien sur qu'aucun mouvement minoritaire ne pourra à lui seul renverser le système capitaliste, mais une minorité communiste libertaire "éclairée s'appuyant sur un syndicalisme autogestionnaire, groupera assez de militants pour multiplier les points d'impacts dans l'éducation économique des travailleurs.

Il s'agit d'être effracc. Un exemple : dans ma vie vagabonde, tenant compte de la misère intellectuelle, sociale et psychologique des anarchistes j'ai toujours sacrifié mon salaire à la propagande, à la ville comme à la terre. Je distribue encore chaque année plus de 20000 tracts photocopiés. Autrefois, disposant de ma gorge, j'organisais des réunions..

Eh bien, tous ces efforts sont en partie laminés par le besoin irrésistible des travailleurs de sentir en face d'eux un élément d'une organisation valable. C'est un fait. Qui n'en tient pas compte est un ignorant ou un imbécile présomptueux.

5) Vous voulez agir en dehors de toute organisation, ce rêve absurde qui fait que le mouvement libertaire, dans les conditions les plus favorables, est incapable de devenir le moteur de la libération sociale.

Votre individualisme d'action est en fait, le renoncement à la responsabilité individuelle et collective, ou une entreprise de "Conseils" qui aboutirait fatalement, dans le désordre révolutionnaire à ce qu'il a donné partout dans le monde, à L'ETAT.

Vouloir que les masses prennent directement la direction de la société sans s'y être préparées par une prise de conscience précise de ce qu'il faut entreprendre et construire : c'est de la magie!

Un exemple : le franc maçon transposant le libre examen de sa loge sur le plan libertaire, propose à son entourage l'étude de tous les sujets (je viens de recevoir sa liste), mais ne prend aucune position dont la netteté puisse permettre aux travailleurs d'apprécier avec précision ce que veulent ces pourfendeurs de nuages...

Cette position répond certainement à l'esprit bourgeois démocratique des Loges (que je connais très bien), mais c'est pour des libertaires, une déviation qui, depuis 50 ans, a corrompu la pensée anarchiste..

L'individualisme porté comme une manière d'être n'a toujours été, surtout en France, qu'une manifestation d'orgueil et d'égoïsme sacré que les gaulois ont légué à leurs descendants : la tare du petit bourgeois français. Je vous souhaite de ne lui point trop sacrifier..

LETTRE D'UN CAMARADE ESPAGNOL

.... j'ai aussi quelques réflexions à apporter à votre circulaire, fraternellement comme il se doit entre bons camarades. Mais je considère que tous les camarades âgés et qui ont vécu notre expérience, principalement en Espagne, pendant ce que nous appelons aujourd'hui la guerre ou la révolution, ont le devoir d'apprendre aux générations suivantes afin qu'elles ne tombent pas dans les équivoques d'aujourd'hui et ne les conduisent pas à une grande déception. Nos idées anarchistes comme aussi les moyens que leur éthique permettent, suffisent pour initier la voie de la société libertaire. Vous aurez toujours la liberté de les jeter à la corbeille si elles ne vous plaisent pas.

Réponse d'ICO : ... Dans ta lettre tu nous proposais de nous adresser à l'occasion tes observations et tes critiques. Les unes et les autres seront toujours les bienvenues : nous attachons la plus grande importance à ce que chaque camarade puisse s'exprimer sans contrainte et nous pensons que chacun d'entre nous peut avoir à apprendre de l'expérience d'un camarade.

Nous ne jetterons pas au panier ce qui nous serait désagréable. Au contraire, nous essaierons de comprendre pourquoi tu es de cet avis et de poursuivre la discussion. Nous pensons que les désaccords sont les choses les plus fréquentes mais aussi qu'ils expriment souvent, à travers des expériences différentes, les différents visages d'une vérité plus générale que seule la discussion permet sinon d'atteindre, su moins d'approcher ...

Réponse du camarade : ... Non, je n'ai rien à critiquer dans votre travail, bien au contraire, le titre même me paraît correspondre au devoir du moment. Mais après tant d'années d'expérience dans le mouvement social, enrichi par la Révolution d'Espagne, je crois que je puis me permettre de vous donner quelques suggestions.

L'émancipation de la classe ouvrière, la plus conditionnée dans tous les régimes existants dans le monde, ne peut être seulement le fait, comme on le prétend, d'une révolution, même violente (à l'extrême de supprimer tous les opposants aux sentiments libertaires). Le plus grand obstacle à cette émancipation, que j'ai constaté au cours de la Révolution Espagnole, fut la non-préparation des nouvelles institutions qui devaient prendre la suite des anciennes. Tout nous était favorable pour l'émancipation du peuple espagnol : sentiment de justice, ambiance de sacrifice volontaire, non seulement au front, mais aussi dans les villes et les campagnes, et compréhension des difficultés devant la tâche immense que représente une transformation radicale de la Société. Mais il nous manquait l'essentiel : non pas comment faire, mais quoi faire. Ce fut la-dessus que nous but âmes et que toutes les vertus du peuple échouèrent et donnèrent naissance aux spéculations politiques et finirent par souhaiter la fin de la lutte, de n'importe quelle manière. C'est cette erreur que je ne voudrai pas que vous commettiez et qu'aux vertus du peuple vous puissiez répondre par l'action positive des réalisations.

.....
Votre propos d'information ouvrière par la correspondance est intéressant à condition que vous définissiez bien ce que vous voulez. L'information sans orientation ne sert qu'à satisfaire certains esprits inquiets ou mécontents. Ce qu'il faut, selon moi, pour compléter votre travail, c'est orienter ces esprits vers un but déterminé, c'est à dire leur propre émancipation, la recherche

d'une existence d'hommes libres. Leur faire comprendre qu'abandonner aux autres la tâche de l'organisation de leur existence les conduit à être la "chose" des autres, soumis tout comme nous à des faiblesses et à des erreurs, à des préjugés et des atavismes hérités des ancêtres. L'homme doit être solidaire de son semblable, mais jamais son esclave. Jusqu'à présent, toute Société n'était que l'organisation méthodique de la force pour soumettre les uns à la volonté des organisateurs. Et j'ajoute que toutes les organisations humaines que j'ai connues des organisations qui tombent dans l'autoritarisme par patriotisme pur; en voulant imposer leurs prétentions justes ou injustes. Je ne voudrai pas que vous tombiez dans ce travers. Nous devons avoir cet esprit généreux de solidarité, sans patriotisme, c'est à dire nous considérer comme des inspireurs, des réalisateurs volontaires sans aucune ambition que de voir l'ennemi reculer et constater la naissance d'une nouvelle forme de relations humaines, sans autorité. Il ne peut avoir d'émancipation humaine dans l'autorité, comme je l'ai dit précédemment.

J'ai lu avec plaisir la manière dont vous informez les ouvriers, mais il faudrait trouver la manière d'associer tous les camarades qui sympathisent avec vous et, pour cela, je vous suggère de créer dans chaque lieu de travail des "amis d'ICO" à qui vous pourriez donner l'idée de la création d'organismes de défense de tous les ouvriers dans chaque lieu de travail. Après la création d'un esprit de solidarité vous pourriez les inciter à créer ou exiger la création de commissions ou comités de participation à l'administration et l'orientation de l'entreprise.

Mais n'oubliez pas que la première des choses à faire c'est de démystifier les ouvriers de leurs préjugés, principalement dans le domaine syndical, de cette croyance que le syndicat est seulement une UNION de force pour la défense revendicative de leur salaire, alors que le syndicat est l'organisme moteur de son émancipation et que c'est là que naissent toutes les forces de la vie sociale. Le travail est l'expression de l'intellect humain par la coordination dans la réalisation de l'oeuvre accomplie, grande ou petite. Tout dérive du travail manuel, parce que tout commence par lui. Il faut donc donner aux travailleurs manuels la confiance de ce qu'ils sont, et les aider à élever leur sens de la dignité humaine. Vous devez les informer que les discours politiques, la presse, la radio, la télé, leur bourrent le crâne afin qu'ils ne soient que ce que veulent les maîtres ou les opposants du jour. L'ennemi le plus proche, aujourd'hui, c'est le communisme qui le fait croire à sa force, qui prend apparemment des positions défensives de sa condition, mais qui, en fait, ne l'organise pas pour son émancipation, bien au contraire, mais se sert de lui pour instaurer, par la force, une société plus inhumaine et plus cruelle que celle où nous vivons.

Mais le travail n'est pas tout pour le travailleur. Dans toutes les autres formes d'activités, nous devons intervenir pour défendre la condition humaine de nos semblables ...

SUR LE DÉFAITISME RÉVOLUTIONNAIRE

Ce texte fait suite à l'article paru dans le numéro 60 page 10 "La question du nationalisme pour le défaitisme révolutionnaire" et à des critiques de cet article dans le numéro 61 - juin 1967, page 14.

À propos du défaitisme Révolutionnaire...

Lorsque nous développons, pour les évaluer, les principes du défaitisme révolutionnaire, nous ne faisons nullement appel aux idées formulées par la fraction abstentionniste dans la 11^e Internationale.

Plus précisément, nous avons trouvé dans le mouvement profond des Soviets, en ce qu'il apporta de résistance massive à la guerre impérialiste une réponse dépouillée de toute ambiguïté à la question du nationalisme, alors que l'ensemble des organisations socialistes au grand complet, se liguaient avec leur bourgeoisie dans une Union sacrée sans failles, et se livraient totalement aux préparatifs de guerre. Partout, l'esprit de solidarité ouvrière était pourchassé impitoyablement et les travailleurs du monde, pour ne pas disparaître, durent organiser leur opposition à la guerre aux moyens d'organes de lutte nouveaux. Des conseils de soldats, des Comités d'Usine surgirent généralement là où les pertes humaines furent effroyables. Ces mouvements spontanés, en contribuant à la dislocation du front militaire, assénèrent des coups mortels au régime. Mais la manière de l'état-major bolchévik envisageait et pratiqua le défaitisme révolutionnaire démontre clairement, quel était pour Lénine, Trotsky et Consorts son caractère véritable. En bien des points fidèles à l'attitude chauvine de la 11^e Internationale tant abhorrée, Lénine détermina l'action à entreprendre suivant diverses appréciations. Ainsi, lorsqu'une guerre impérialiste éclate, les ouvriers doivent observer le défaitisme révolutionnaire, si possible en fraternisant avec les nations opprimées. Sitôt la "défaite" réalisée, le prolétariat doit collaborer avec la bourgeoisie radicale pour entreprendre la "libération nationale". C'est ainsi que le bolchévisme abandonnait le défaitisme révolutionnaire à mesure qu'évoluaient les rapports de forces, et que se constituait l'établissement d'un capitalisme d'Etat. En saluant, dans Contre le courant, la guerre de défense que livrait la Belgique face aux armées du Reich, en décourrant des possibilités de socialisme en un seul pays Lénine annonçait l'aura de ce qu'allaient être ultérieurement le trotskysme et le stalinisme.

Lors des pourparlers de paix de Brest Litovsk, engagés par le gouvernement bolchévik avec les différents impérialismes belligérants, une réaction souvent exemplaire fut fournie par les quelques groupes d'anarchistes russes pour l'organisation rapide, en même temps qu'active, d'une résistance de partisans, et l'annulation de la demande de paix pour la continuation internationale de la révolution. Rosa Luxembourg a déjà saisi l'occasion de clouer au pilori la conception fameuse du "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" et de lui substituer le vibrant cri de guerre des classes exploitées "Proletaires de tous les pays, unissez-vous!"

La véritable position des bolcheviks sur la question du nationalisme découle de la nécessité d'anéantir les anciennes forces économiques pour s'assurer leur propre domination de classe. Au demeurant, il reste incontestable que l'insurrection de Cronstadt (1921) fut d'un grandiose défaitisme révolutionnaire et une admirable tentative de fraternisation prolétarienne, quoi qu'en aient dit les sociaux démocrates et les calomniateurs bolchéviks. Conformément aux besoins nationalistes de l'Etat ouvrier, Lénine démantèlera les soviets et les organismes de lutte autonome constitués par la classe ouvrière russe. La "valeur irremplaçable des leaders de la Révolution" sombra dès lors dans une réaction effrénée. La revendication "Tout le pouvoir aux Soviets" qui éclata dans les journées d'avril et au cours de la lutte que le jeune prolétariat péterbourgeois livra contre le gouvernement Kérensky devint, dans le processus de la concentration étatique, l'urgence de soustraire tout pouvoir aux soviets. C'est alors que se réalisa ce que les libertaires avaient appelé auparavant le capitalisme intégral.

Les bordiguistes qui applaudirent à tout rompre la répression de Cronstadt sont aussi éloignés du défaitisme révolutionnaire que les trotskystes de défense inconditionnelle de l'URSS. Et la commune insurrectionnelle de Cronstadt illustre, plus que tout autre épisode historique de la révolution russe, que les grandes masses, ces forces sociales qui contribuent aux plus imposants sacrifices, doivent se plier sans broncher, sous le talon de fer "communiste" et renier le défaitisme révolutionnaire pour permettre l'accumulation du travail mort.

L'idéologie nationaliste est devenue le moteur permettant à une nouvelle classe dirigeante d'exploiter les travailleurs, car mettre en chantier une nation signifie la constitution de lois, de règles administratives en fonction d'intérêts capitalistes. Et toutes ces nations fraîchement créées, entraînées par les lois économiques mondiales, s'intègrent d'emblée au système capitaliste. Quant à elles, les masses ont, depuis un demi-siècle, proclamé que l'édification du socialisme ne passe pas par la naissance d'un état, fût-il ouvrier, mais qu'elle exige la destruction de tout l'appareil étatique.

Malgré ce legs historique sans précédent que nous laissèrent les ouvriers révolutionnaires, la question du nationalisme continue à gangréner le mouvement socialiste, ou plutôt ce qu'il en reste. La guerre du Viet-Nam, du Moyen-Orient, vient de nous rappeler brutalement que cette pourriture se propage avec une facilité alarmante. Pourtant nous voulons conserver toute notre espérance dans la force internationale du socialisme. C'est par dessus les barrières d'un monde sans cesse mutilé que l'activité anti-capitaliste reprendra son cours pour détruire les innombrables liens qui enchaînent les travailleurs au système d'exploitation et de terreur sans fin.

PUBLICATIONS

- en espagnol :

- ROTA (J. Libertaires) n° 55-54 - Apartado 95-27 (Catia)
Caracas (Vénézuéla)
- ESPOIR (C.N.T.) n° 278 à 286 - Bourse du Travail 4 31 - TOULOUSE
- REGENERACION (F.A.M.) Apartado 9090 n° 99 - Mexico I DF
- LA ESCUELA MODERNA n° 18 - 834-3 ave. SW CALGARY (Alberta)
CANADA
- BOLETIN DE INFORMACION LIBERTARIA mai 1967
Movimiento L. Cubano en el exilio -
P.O. Box 241 - Riversidestation - Miami - Florida 33.135.

- FRANCE

- VOIX OUVRIERE n° 84-85-86 juin - 29 rue du Chateau Landon -
Articles sur le Moyen-Orient et sur incidents avec le P.C.F.
dans la région lyonnaise - La bombe chinoise -
- PERSPECTIVES SYNDICALISTES (n° 31 & 32 juin 1967) 8 place
J. Bonsergent - Paris 10° - L'action syndicale implique
l'action politique -
- LA VOIX OUVRIERE (mai 1967) 57 rue Marcel Rémy - Grivegnéc -
Bulletin des groupes ouvriers de Cockerill-Ougrée et Espérance-
Longdoz - Les luttes ouvrières en Belgique -
- L'ECOLE EMANCIPEE (n° 18-19 juin 1967) Le Brozec - Bd Clémenceau
22 - Perros-Guirec
- L'INTER-SYNDICALISTE (n° 68 Juin) 1 rue Roger Salengro -
Bulletin mensuel des groupes de salariés pour l'économie
distributive -
- CAHIERS DE L'HUMANISME LIBERTAIRE (n° 133-134 Avril-mai 1967)
Luce Otté - 21 rue des Mathurins - Bièvres - Un article sur
l'enseignement et ses problèmes.
- LA VOIE "Bulletin d'Action Communiste" n° II. juin 1967
BP n° 21 - 77 LAGNY - Tentative d'analyse sur les pouvoirs
spéciaux et le 17 mai.
- LA REVOLUTION PROLETARIENNE (n° 528 Juin) 21 rue Jean Robert
Paris 18° - Articles sur la révolution russe, le moyen-orient,
pouvoirs spéciaux et 17 mai.
- une brochure intitulée "PROLEGOMENES A UN PREMIER MANIFESTE
POUR UNE INTERNATIONALE ANARCHISTE" envoyée par le groupe
libertaire de Ménilmontant qui, sorti de la F.A., dit non à
ceux qui se réfugient dans le réformisme.
- L'HOMME LIBRE (n° 31 & 32 - Avril mai juin) 11 rue de la Résis-
tance - St Etienne - Pour la psychologie libératrice -
+ 2 suppléments : l'un consacré à la psychologie, l'autre à la
philosophie séterministes et libératrice.
- ESPRIT LIERE (n° 42 Avril juin) 7 rue Boucicaut - Paris 15°
- UNITE OUVRIERE (n° 4 - juin) J.Chabeau 75 av. Gilbert Bruxelles 5
- INFORMATIONS OUVRIERES (n° 33 juin) 39 rue du Fg du Temple
Paris 10°
- LUTTE DE CLASSE (n° de juin juillet) Bulletin du G.L.A.T.
Renault - 73 rue Blanche - Paris 9°
- LE MONDE LIBERTAIRE (n° 134 juillet Août) 3 rue Ternaux Paris 11°
- L'ANARCHO-SYNDICALISTE (n° 68 juin juillet) Michel Gatineau
Groupe scolaire pasteur - 79 St Florent les Niort -
la lutte des mineurs et sidérurgistes lorrains.
- LE PEUPLE BRETON (n° 44) BP 103 RENNES

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action il constitue le point, d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I. C. O. chacun peut le remettre en question. En tout ou partie.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un état moderne

Les travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons par des liaisons internationales de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène à travers les problèmes actuels à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'état, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'état et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se fait dans la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui nous indiquent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au mieux de nos possibilités, nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de leur apporter des idées communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leur aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS-19^e

Abonnement : **Un an - 12 numéros : 6 F.**

Versements : **I.C.O., c.c.p. 20.147-54 PARIS**

ROENOTE à l'adresse ci-dessus - Le Directeur de Publication **P. BLACHIER.**